

Guy VINATREL

LE
PARTI RADICAL
A LA CROISÉE
DES CHEMINS

Supplément au n° 18 du REPUBLICAIN SAVOYARD

28^e année - 25 avril 1971

Guy VINATREL

LE
PARTI RADICAL
A LA CROISÉE
DES CHEMINS

IMPRIMERIE DÉPOLLIER
9 BIS, RUE ROYALE
ANNECY - HAUTE-SAVOIE

AVANT-PROPOS

Le REPUBLICAIN SAVOYARD a été parmi les tout premiers journaux français à dénoncer le caractère fantaisiste de la gestion du secrétariat général du parti radical telle qu'entendait l'assumer M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Notre collaborateur Guy VINATREL a souligné les traits dangereux de la politique hétéroclite de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber en expliquant qu'elle allait à l'encontre de la tradition du parti radical et de ses intérêts immédiats aussi bien que lointains.

La prise de position de notre journal avait, aux premières époques de l'ère J.J.S.S., suscité une certaine émotion parmi quelques lecteurs.

La folle équipée de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à Bordeaux, la prise à partie systématique des socialistes par le secrétaire général du parti radical, les promesses jamais tenues et la résistance des radicaux de bon aloi ont contribué à ruiner le prestige de celui que M. Bourghès-Maunauray a qualifié d' « Innénarable ».

Il n'en reste pas moins que le parti radical constitue un élément important de la vie politique française.

Sous le titre « Le parti radical et son avenir », notre collaborateur a donné, ces dernière semaines, au « Républicain Savoyard », une série d'articles que nos lecteurs nous ont demandé de réunir en plaquette. Tels qu'ils ont été conçus dans le contexte de l'actualité, ces articles se trouvent ici rassemblés ; les problèmes évoqués restent toujours à résoudre... Puisse leur analyse aider le lecteur à de fructueuses méditations.

LE REPUBLICAIN SAVOYARD.

I. - LES TROIS PARTIS DU RADICAL-SOCIALISME

LES événements ayant relégué dans le lointain le Congrès de Paris, il est maintenant possible de faire le point sur la situation interne du parti radical-socialiste.

Notre diagnostic s'est révélé exact. Le parti radical est sorti divisé plus que jamais de la salle Wagram. On peut dire que la cassure existe entre deux fractions qui cohabitent dans la même structure et dont on peut se demander dès maintenant si la coexistence sera durable.

Il n'y a plus, comme jadis, les deux Edouard (Herriot et Daladier) qui s'affrontaient annuellement pour se réconcilier sur une motion de synthèse dite nègre-blanc, parce que chacun y trouvait ce qu'il voulait sans que personne y décèle l'irréremédiable.

Il y a aujourd'hui, et c'est beaucoup plus grave, d'une part « les jeunes » (tout est relatif) et de l'autre « les anciens » qui ne parlent plus le même langage.

« Les jeunes » sont de nouveaux venus dans le parti radical. Ils ont adhéré à cette formation après que Jean-Jacques Servan-Schreiber s'en fut emparé dans des conditions qui restent encore mystérieuses. Ils ne sont pas venus au radicalisme par attrait, pour sa tradition, ses habitudes, son passé, sa doctrine, mais tout simplement parce que Jean-Jacques Servan-Schreiber leur a fait miroiter les fantasmes de son programme personnel (celui-là même que « les anciens » ont émasculé, tronçonné, morcellé au premier Congrès de Paris), et que Jean-Jacques Servan-Schreiber a lancé et continue de lancer comme « Manifeste radical » sans se soucier des criailleries. Ils font bloc autour de J.J.S.S. en dépit de ses faiblesses,

qu'ils reconnaissent volontiers dans le privé et rarement en public, parce que l'homme leur convient, que ses méthodes ne leur déconcertent pas (sur ce point, ils sont vraiment jeunes) et parce que, personne ne leur offrant rien nulle part, ni pour leur enthousiasme qui ne demande qu'à être utilisé, ni pour leurs ambitions qui sont légitimes, ils sont bien obligés de bousculer tout le monde pour se faire une place au soleil.

L'avenir leur apprendra assez tôt que ce n'est pas la bonne formule et que le parti radical, en préférant le Café du Commerce aux meetings de foire, se préparait avec plus de rentabilité les postes de conseiller général, de député et de sénateur qui ont fait sa puissance et qui peuvent la refaire, nous dirons plus loin pourquoi et comment.

J.-J. Servan-Schreiber, avec ses jeunes recrues, a gagné la bataille publique de Wagram (celle du Congrès ; l'autre, il la laisse à celui qui repose aux Invalides). Il a perdu la bataille des coulisses et s'est retrouvé avec une Commission exécutive d'où étaient éliminés ses proches, de Brigitte Gros, sa sœur, à Nick Maloumian, son factotum.

Les « anciens » jubilaient et Maurice Faure qui, aux dernières nouvelles n'aime plus le secrétaire général qu'il adulait la veille, était tout heureux. Une majorité d'adversaires déclarés de son secrétaire général ne pouvait que redonner un peu de prestige à sa présidence qui en a bien besoin. C'était méconnaître les incontournables qualités de « fonceur » de J.-J.S.-S. qui a éparpillé son opposition d'un coup de boutoir dès la première rencontre.

Ce fut à l'occasion de la formation du bureau de la Commission

exécutive. Maurice Faure comptait bien resserrer le filet autour de J.-J.S.-S. Celui-ci n'a pas joué le jeu et a fait craquer les mailles. Il y a eu de violents accrochages et, chose inouïe, place de Valois, des bruits de paires de gifles dans l'air. Finalement, tout le monde est sorti meurtri de la bagarre et, ce jour-là, ce singulier bureau n'eut pas de trésorier.

La chose n'a l'air de rien. J.-J. S.-S. est si riche. Mais, en fait, elle a eu beaucoup d'importance. Le secret de Polichinelle a percé et a gagné la place publique. J.-J.S.-S. n'a pas d'argent. Ses espoirs d'en obtenir s'amenuisent.

Ce n'est qu'un pauvre petit milliardaire en anciens francs qui a mené très bien ses affaires et qui s'est révélé un bon businessman, mais pour son compte seulement. La Maison France coûte très cher, et ce n'est pas avec du bluff qu'on règle les fins de mois d'une campagne nationale à jet continu.

L'affaire de Bordeaux a révélé que le seigneur Ford des Etats-Unis n'avait pas mis ses billes dans le panier percé de J.-J.S.-S. Les difficultés de la mise en route de l'exploitation de la Lorraine, par les bons offices de J.-J.S.-S., révèlent que le munificent banquier allemand Abs n'est pas dans le coup. Il a bien voulu donner sa signature pour une promesse, mais ça ne l'avait engagé à rien. Les naïfs lorrains méditent leur déconvenue. Déjà, le très puissant M. Chadé, P.D.G. de « L'Est Républicain », qui avait soutenu J.-J.S.-S. pour sa campagne électorale, a pris du champ. C'est un très bon support qui s'en va.

Tout autant que M. Jean Monnet qui prend ses distances. Les procédés de son protégé lui ont donné à réfléchir. De son côté, M. Riboud

n'a pas davantage aimé la publicité dont l'a entouré à Bordeaux le navigateur d' « Entre Ciel et Terre » (puisque c'est ainsi qu'il a baptisé son manifeste). Cela fait beaucoup de monde qui s'esquive ; les uns sur la pointe des pieds, les autres en claquant la porte. Et beaucoup de bruits de billets de banque froissés qui s'estompent avec leurs propriétaires.

M. Servan-Schreiber en sera-t-il contraint à engager dans l'aventure ses biens personnels et ceux de sa famille et des banques alliées ? Tout le monde le lui déconseille. Une campagne électorale coûte cher et l'on veut bien faire le sacrifice pour quelques semaines, mais, pour des années, on demande à voir.

Entré dans la cage aux fauves, J.-J.S.-S. en sortira-t-il vivant ? C'est son affaire et non la nôtre. Tout le monde sait que la politique amaigrît son homme. Les tracas politiques et personnels de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber lui donnent à la télévision une image de marque passablement défraîchie. Plaignons l'homme privé et souhaitons que l'homme public débarrasse le plancher au plus vite (1).

La politique du parti radical, qu'il soit du dedans avec ses tendances adverses, ou qu'il soit du dehors, personnifié par des hommes comme André Morice, le sénateur-maire de Nantes qui préside le Centre Républicain ; aussi, bien sûr, par d'autres qui ont quitté le parti radical mais s'y retrouveraient fort bien tant ils continuent à pratiquer une politique gouvernementale. Ce sont, on l'a compris, MM. Bernard Lafay, Edgar Faure, sans oublier, bien sûr, MM. Jacques Chaban-Delmas lui-même. Que l'on ne se récrie pas. Ce n'est pas une boutade.

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, le parti radical a trouvé un trésorier en la personne de M. Pingon. Un trésorier n'est pas un trésor. J.J.S.S. a claqué la porte du Secrétariat du parti. Il reste au Comité Directeur. Il esquisse ses responsabilités financières. Les augures radicaux n'apprécient pas.

II. - LE PARTI RADICAL ET LES COUCHES SOCIALES

QU'EST-CE qu'un radical ? « Un état d'âme » estimait jadis un philosophe. « Les radicaux sont comme les radis, rouges au dehors et blancs au dedans », répliquait un chroniqueur irrévérencieux, tandis qu'un autre renchérisait : « Ils ont le cœur à gauche et le portefeuille à droite ».

Tout cela n'est pas tellement inexact. Il n'est pas besoin d'être marxiste pour admettre que les partis politiques sont les supports de classes sociales. Il est évident que les militants (quelques milliers) et la clientèle (plus d'un million d'électeurs) du parti radical ne sont ni de grands bourgeois ni des prolétaires démunis. Le parti radical n'est donc ni conservateur ni révolutionnaire. Il reflète l'esprit d'une petite bourgeoisie commerçante et libérale et de fonctionnaires situés pour la plupart au milieu de la hiérarchie et qui ne demandent qu'à monter en grade.

Ce fut le noyau central de l'électorat radical pendant des décennies. C'était l'époque où la France rurale l'emportait sur la France industrielle. Les grands hommes des petits bourgs, les Rastignac des petites cités trouvaient dans le parti radical l'expression idéale de leurs aspirations en même temps qu'un tremplin pour leurs ambitions. Ajoutons-y un vieux fond de tradition historique, qui opposait « les bleus » aux « blancs » sans que l'on éprouvât, d'un côté ou de l'autre, la moindre sympathie pour les « rouges ». Le Clemenceau d'avant la première guerre mondiale, celui qui traitait les rassemblements ouvriers et les grèves à la trique, avait dans le parti radical de réels admirateurs. Caillaux, qui s'attaqua au grand capital et instaura l'impôt sur le revenu, n'en avait pas moins.

Il jugula sans l'écorcher le capital des riches de la ville et se garda bien de regarder de trop près le capital des ruraux chez qui le parti radical avait des bases solides.

Après la seconde guerre mondiale, la France a beaucoup changé. Politiquement, le vote des femmes a été un grand désastre pour les radicaux. Les électrices formaient la majorité du corps électoral. Elles fréquentaient parfois la sacristie, mais jamais la loge maçonnique. Le parti radical en pâtit.

La deuxième transformation n'est pas politique, mais sociale. La France des ruraux et des petits bourgs s'est amenuisée. Les gens qui vivent du produit de la terre ne forment plus que 18 % de la population. Mais leur part fiscale ne représente qu'une fraction peu importante des impôts. Ils bénéficient, d'autre part, de subventions de toutes natures qui accélèrent la disparité. Le Marché Commun fera rentrer les paysans dans le rang, mais les mesures dilatoires continuent et le réveil en sera d'autant plus rude.

L'entrée de la France dans l'ère réellement industrielle est toute récente. A peine un quart de siècle. Cela a rétréci d'autant la base sociale du parti radical. Le patronat concentre ses mesures conservatrices au soutien de la droite classique. La gauche trouve de tels appuis dans le restant de la population que le parti socialiste, en dépit de son programme de nationalisation et contraintes fiscales, apparaît comme « modéré ». L'enrichissement général de la classe des producteurs, la hausse du niveau de vie d'une population jadis prolétarienne, l'apparition d'une classe nouvelle, celle de la maîtrise, qui revendique le titre de « cadres », n'ont pas jusqu'ici profité au parti

radical. Il n'a pas su évoluer avec son temps. C'est la raison pour laquelle « les Anciens » sont submergés par le frénétique J.-J. Servan-Schreiber, porte-parole d'un groupe social nouveau que le vieux parti socialiste rebute, que le parti communiste effraie et qui ne deviendront des hommes de droite que le jour où leur intérêt vital leur commandera de conserver ce qu'ils avaient acquis.

Dans la situation intermédiaire où il se trouve actuellement, le parti radical peut encore hésiter de-

vant plusieurs politiques. Jean-Jacques Servan-Schreiber voulait le contraindre à n'en pratiquer qu'une : la sienne.

Mais son tempérament aventureux l'emporte toujours sur la raison sereine. Depuis que la direction réelle du parti radical est entre ses mains, il tente d'en pratiquer plusieurs en même temps. C'est la raison pour laquelle il passera un jour par dessus bord avec la même facilité qu'il a pu se hisser à la dunette (1).

(1) *Le pronostic est en cours de réalisation.*

III. - LES POLITIQUES RADICALES

LA préparation des élections municipales a mis le parti radical dans la position commune à toutes les formations politiques. La tactique l'emporte sur les principes. L'objectif essentiel est de conserver les municipalités où l'on a pied et d'entrer dans celles où l'on est absent.

Il y a tant et tant de conditions purement locales que chacun fait de son mieux et que les alliances les plus hétéroclites surgissent. Là où la direction centrale se manifeste, c'est le malheur. Ou bien l'élu discipliné suit la consigne de Paris et il perd sa mairie, ou il veut la garder et claque la porte. Dans un cas comme dans l'autre, le parti perd une citadelle. Par tradition, les radicaux ignorent les oukazés. J.J.S.S. lui-même n'en peut mais. C'est pourquoi son « Manifeste municipal » n'a de municipal que le nom et aura autant d'influence sur la bataille qui s'engage qu'une mouette sur la route d'un sous-marin.

La situation se présente, pour le parti radical, avec une complexité d'autant plus grande que les élections municipales ne sont que le prélude des élections législatives et que, dans bien des cas, les majorités successives ne sont pas les mêmes.

Prenez le cas d'un élu qui est un des rares députés à approuver J.J. Servan-Schreiber, l'honorable Robert Fabre, député-maire de Villefranche-de-Rouergue, dans l'Aveyron. Il administre sa ville avec l'aide des modérés. Il ne leur fera aucune peine. Il ne peut être élu député qu'avec l'aide, au second tour, de la gauche, les voix communistes n'étant nullement dédaignées.

On comprend la situation cornélienne du député-maire. Le président du parti radical Maurice Faure n'est pas dans une situation meilleure. Il n'est maire de Cahors qu'avec l'accord du Centre. Il n'est député du Lot qu'avec le soutien socialiste et l'autorisation communiste.

C'est dire avec quelle anxiété il a suivi l'évolution acrobatique de J.J.S.S. à Bordeaux et avec quel déplaisir il a accueilli la manière dont son secrétaire général a renvoyé le grand manitou du parti socialiste Alain Savary à son bureau de la Cité Malesherbes, avec un communiqué cinglant expliquant que Savary n'avait pas l'envergure nationale nécessaire pour affronter Chaban-Delmas dans son fief.

Cette situation difficile est le lot de nombre d'élus radicaux, du Sénat au Conseil général, de la mairie d'une grande ville à celle d'un chef-lieu de canton. Cela explique pourquoi la majorité des élus réprouve les foucades et soubresauts de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et pourquoi celui-ci, pourvu d'un conseil de tutelle sous forme de Commission exécutive par le congrès de Wagram, a « cassé la cabane » lors de la constitution du Bureau en appelant à son secours les militants contre les élus.

Cela explique aussi pourquoi ce Bureau sera traversé par les tempêtes, les orages et les coups de chien tout le long du proconsulat de J.J.S.S. place de Valois (1).

Les situations locales obligent les radicaux à louvoyer entre plusieurs attitudes dans la plupart des départements. Là où ils n'ont aucun poste, ils peuvent se permettre le luxe d'une position politique rigide. Encore faut-il savoir laquelle.

Le parti radical se veut parti de gauche. Cela n'a pas empêché ses dirigeants, lorsqu'ils parviennent à l'exercice du pouvoir, de pratiquer une action gouvernementale fort nuancée.

La Défense nationale, quand ils l'ont, n'a pas à se plaindre de leur présence sinon, peut-être, quand ils écoutent avec trop d'indulgence les avis des techniciens militaires. Les Finances, sous leur contrôle, ne pratiquent pas le tour de vis. Le Travail balance entre l'intérêt bien compris du patronat et la satisfaction partielle des revendications ouvrières. A tous les échelons ministériels, ils sont des hommes de demi-mesure, et quand l'un des leurs, Henri Queuille, a été président du Conseil, il a inventé une formule qui était à elle seule un programme rigoureusement suivi : l'immobilisme.

Quand Mendès-France voulut précéder De Gaulle dans le largage des colonies françaises, le parti radical le traita de « bradeur d'Empire », et c'est Mendès-France lui-même qui fut largué par les siens.

Quand Félix Gaillard se trouva dans l'obligation d'appliquer « le droit de suite » en Tunisie pour mener à bien la guerre de l'Algérie française, il hésita si longtemps que le coup de force d'Alger en résulta et que Lagailarde fut le fourrier du général De Gaulle.

Quand René Billères, approuvé au départ par la majorité de son parti, emmena celui-ci célébrer ses épousailles avec le parti communiste, la majorité l'abandonne au profit de Maurice Faure.

Tels les mérovingiens de l'époque ancienne, Maurice Faure avait abdiqué en faveur du maître du palais, J.J.S.S.

Celui-ci a paradé dans les meetings au côté du parti communiste, puis il l'a traité par-dessus la jambe. Il a parlé d'une sympathie nécessaire pour le parti socialiste, puis il a ridiculisé son secrétaire général. Il avait le préjugé favorable de ceux dont il a jadis chanté les louanges, Mitterrand, qui n'est pas rien, et Defferre, qui est quelque chose à Marseille. Il les a vil-

pendés à Bordeaux. Mitterrand a souri. Defferre s'est fâché. Dans un cas comme dans l'autre, J.J.S.S. ne perd rien pour attendre.

Ayant ainsi coupé les ponts avec la gauche, communiste ou pas, J.J.S.S. a voulu diriger le parti radical vers le Centre. Il se trouve qu'il y a plusieurs formations françaises qui se réclament du Centre. J.J.S.S., en choisissant l'une plutôt que l'autre, amenuise les chances du parti radical de figurer comme une force importante dans le regroupement centriste.

Il arrive, au nom d'un parti divisé, dans un secteur politique divisé.

Il y a le Centre Républicain qui est le plus proche du parti radical, car il provient d'une scission provoquée par la politique de Mendès-France. Celui-ci a disparu du secteur radical et avec lui les motifs de la scission. André Morice et les siens ne demandent qu'à rejoindre le parti radical. Le congrès d'Évian avait préparé la fusion. Maurice Faure l'a ajournée pendant sa première présidence et Billères l'a écartée au profit de l'alliance électorale avec les communistes.

Sur la lancée du congrès de Nantes, le Centre Républicain s'apprêtait à rejoindre le parti radical. Mais J.J.S.S. a la rancune tenace. Il n'a pas oublié qu'André Morice, ministre de la Défense nationale, réprouvait « le lieutenant aux galons sales » de la guerre d'Algérie, et l'a fait condamner en justice. J.J.S.S. ne veut pas du Centre Républicain qui piétine devant l'huis de la place de Valois. Il ne s'ouvrira pas. Il se trouve que le Centre Républicain a des sympathies solides parmi les autres formations centristes.

Notamment le Centre des Indépendants où trône M. Camille Laurens et où se profile l'ombre de M. Pinay. J.J.S.S. n'en veut pas. Trop à droite.

Il ne veut pas davantage du Centre Démocrate de M. Duhamel. Celui-ci est au gouvernement. Pas question.

Reste le Centre Démocrate de M. Lecanuet. L'ancien candidat à

la Présidence de la République est très marqué. J.J.S.S. fait la moue. M. Poher, candidat à la Présidence de la République, bénéficia, si l'on ose dire, de la première apparition de J.J.S.S. à la télévision. Elle servit l'image de marque de l'orateur et guère le candidat. Celui-ci n'a pas jugé utile d'engager la présidence du Sénat aux côtés du vaincu de Bordeaux. C'est un homme sage.

Reste une formation centriste récente où chacun s'avance sur la pointe des pieds. Le Centre des Réformateurs où cohabitent M. Abelin, censé représenter M. Lecanuet ; M. Soulié, mandaté par le parti radical ; M. Chandernagor, sanctionné par le parti socialiste, et M. Pisani qui ne représente que lui-même depuis qu'il n'est plus gaulliste.

C'est vers ce Centre des Réformateurs que Jean-Jacques Servan-Schreiber prétend entraîner le par-

ti radical rétréci à ceux qui le suivent. Car les autres ne suivront pas, la chose est sûre. De Marcel Perrin à René Billères, de Georges Bérard-Quelin au sénateur Dailly, le barrage sera formel. Ou alors le parti radical éclatera, sinon formellement, du moins en fait.

Quant aux Réformateurs eux-mêmes, ils se sont prudemment fixés un délai de six mois pour juger si la tentative est viable ou non. Les observateurs sont sceptiques. S'ils se trompent, ce qui est possible, le pire danger est en devenir : l'arrivée triomphale de J.J.S.S. dans le secteur. Car il n'y a qu'un réformateur en France, tout le monde le sait, et c'est J.J.S.S. lui-même. Il se charge de le rappeler à chaque instant. Ce jour-là, le Centre des Réformateurs aura vécu et le parti radical se retrouvera en face de ses problèmes insolubles (2).

(1) Il n'aura pas fallu un trimestre pour que le Bureau se débarrasse du secrétaire général qui a masqué son échec en affirmant qu'il revendiquait la liberté de parole. Ce n'est pas un vain propos. J.J.S.S. en vacances de secrétariat va s'efforcer d'ameuter « la base » contre « les bonzes ». L'ennui, pour lui, c'est que le parti radical compte beaucoup plus de Présidents que de militants. Mais un congrès se fabrique et tous les coups fourrés sont possibles.

(2) Les élections municipales n'ont guère favorisé le Centre des Réformateurs. Toutes les listes ont été battues à Paris. Une liste modérée où figurait un de ses candidats l'a emporté mais c'est qu'elle bénéficiait du patronage de personnalités connues. C'est pour elles que l'électeur modéré a voté et nullement pour les Réformateurs. En province, l'impact a été nul. Les promoteurs eux-mêmes, MM. Abelin, Chandernagor, Soulié et Pisani, ont oublié de se présenter au nom du Centre des Réformateurs. Quant au « Manifeste municipal » de J.J.S.S., il a été négligé avec une telle aisance que l'auteur lui-même n'en parlait plus trois semaines après sa publication.

IV. - LES RADICAUX DU DEHORS

LE parti radical n'a jamais compté un très grand nombre d'adhérents. Tandis que les membres du parti communiste sont des centaines de milliers, que le parti socialiste avoisine ce chiffre, les radicaux ne sont que quelques centaines par Fédération, une poignée dans nombre de départements. Mais ils figurent honorablement dans les Conseils municipaux, les Conseils généraux dont ils détiennent une quantité importante de présidences. Leur nombre au Sénat démontre leur représentativité réelle à l'échelle nationale. Elle s'affirmerait sans discussion si l'on appliquait la proportionnelle pour les scrutins législatifs.

C'est dire l'importance pour eux des notables, des cadres réels du pays et la gravité de la perte subie le jour où la fraction modérée claqua la porte de la place de Valois, à l'issue du Congrès de Lyon, pour manifester son mécontentement des méthodes et procédés de Pierre Mendès-France, méthodes et procédés directement inspirés par Jean-Jacques Servan-Schreiber, dont ce n'est pas la première incursion dans les arcanes radicales. Mais, à l'époque, J.J.S.S. faisait ses premières armes et ne pouvait se présenter à visage découvert. Il avait trouvé dans l'inexistante Fédération radicale de Guinée (!) un fief à sa mesure. Il en était le président, le délégué et le seul membre. Le renvoi de Mendès-France par l'Assemblée nationale suivit la scission radicale. Ce fut la première déconvenue de J.J.S.S., navré d'avoir misé sur le mauvais cheval. Il fut balayé de la place de Valois le jour où le parti radical, revenu, lui aussi, de P.M.-F., abandonna son leader à son stérile destin.

Mais, cela ayant pris du temps, les radicaux dissidents ont créé et maintenu leur propre organisation qui, après quelques avatars, porte aujourd'hui l'étiquette du Centre Républicain et a pour président André Morice.

Le sénateur-maire de Nantes a réussi à maintenir son groupe ment à l'abri des vagues. Il y a eu quelques départs, — le plus marquant étant celui de Bernard Lafay pour s'inscrire à temps dans le dernier ressac de la vague gaulliste, — mais jamais d'à-coups, de divisions, de fractions, de tendances. André Morice a son monde derrière lui et parle avec autorité.

Il ne préside pas une formation politique déterminante. Comme tous les radicaux qui le suivent, comme le parti radical lui-même, il a toujours préféré les conversations particulières, les rencontres aimables et fructueuses aux ouragans de la controverse à ciel ouvert. Cela ne veut pas dire qu'il n'a pas réussi dans son entreprise.

Il a eu l'idée, qui s'est révélée une idée force, de confédérer les maires des grandes villes pour un examen commun des problèmes majeurs. Habitué à présider des coalitions unies pour la bonne gestion des intérêts municipaux, les maires des grandes villes démontrèrent que l'union est durable car elle surmonte les péripéties des renouvellements municipaux et enfin que l'on peut trouver sur le plan local des solutions que l'on ne réalise pas facilement sur le plan national.

Elle est à l'avant-garde de la décentralisation indispensable (qui n'a rien à voir avec la régionalisation ; elle en est même aux antipodes et nullement sa sœur jumelle). Elle peut se targuer d'avoir joué

un rôle décisif sur le plan national le jour où elle a largement contribué à mettre en échec le projet de référendum de De Gaulle, dont elle a facilité la sortie de l'Élysée avant terme.

Cependant, l'union des maires des grandes villes a ses limites. Tous les maires des grandes métropoles n'en font pas partie. Elle est, par la force des choses, plus étendue sur le plan administratif que sur le plan politique. Elle doit tenir compte de situations très particulières, qui font que le climat et les coalitions ne sont pas les mêmes à Nantes et à Lyon, à Saint-Etienne et à Nice.

Dans sa reprise en main de son avenir, le parti radical gagnerait

beaucoup et ne perdrait rien à réintégrer les dissidents. Il les accepterait volontiers par adhésion individuelle. Le Centre Républicain refuse de se désintégrer de la sorte. Ses membres sont partis en bloc. Depuis la scission, ils ont recruté. Solidaires derrière André Morice, ils rentreront en bloc. Ce dont ne veut absolument pas Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui a déjà assez de mal à tenir tête aux « anciens ». Il ne tient nullement à augmenter leur nombre par l'adjonction d'hommes expérimentés, radicaux de toujours, et peu enclins à sympathiser avec le radicalisme d'opérette dont il est le chef d'orchestre.

V. - LES POLITIQUES DU PARTI RADICAL

NOUS voici maintenant arrivés presque au terme d'un tour d'horizon politique assez large dont le parti radical a été le centre.

Aussi longtemps qu'il restera divisé, aussi longtemps qu'il y aura des radicaux du dedans et du dehors, aussi longtemps qu'il ne saura pas ce qu'il veut et zigzaguera de l'alliance avec les communistes à l'union avec les centristes, abandonnant aux circonstances locales le soin de déterminer sa ligne ondoyante, non seulement le parti radical ne sera que l'ombre de ce qu'il fut mais, ce qui est plus grave, l'actuelle majorité continuera à couler des jours heureux et mènera le pays à sa guise, se souciant de l'opposition comme de Colin-Tampon.

Les radicaux sont des hommes d'ordre, habitués à réfléchir sur les problèmes politiques et sur les éventuelles solutions que l'on peut trouver, satisfaisant le plus grand nombre sans méconnaître l'intérêt général.

Toutes ces qualités ne servent à rien dans l'heure présente. Tout le temps du régime du Général-Président, le parti radical a été dans l'opposition et il n'y avait rien d'autre à faire. Seul un radical, Edgar Faure, s'est embarqué dans la galère gouvernementale et son effort a porté sur deux secteurs qui sont des secteurs radicaux par excellence : l'agriculture et l'Éducation nationale. Dans l'un et l'autre ministère, il a pratiqué les méthodes radicales dans un esprit radical. Il a réparé les erreurs de Pisani qui préfère passer sous silence son action à l'époque, et a préparé l'accès de l'agriculture française aux conditions futures (maintenant en cours d'application) du

Marché Commun, réparant patiemment tout ce que De Gaulle avait démolé et dont il eut le mérite de reconnaître que c'était une erreur. Le Général-Président, après la crise de 1968, dut également convenir que les méthodes universitaires et l'esprit des mandarins n'étaient pas adaptés à l'époque. Edgar Faure fut chargé de mener à bien la réforme indispensable. Il obtint l'unanimité de l'Assemblée Nationale. Un ministre purement gauliste n'aurait pas obtenu ce que réussit ce radical.

L'unanimité parlementaire n'est rien sans l'accord des assujettis. Si la réforme est bonne, son application ne l'est pas. Les mandarins frustrés et les gauchistes qui veulent tout démolir et rejettent tout en bloc ont réussi à prolonger un état général de malaise universitaire dont l'actuel ministre et des bureaux omnipotents, paralysés et paralysants, sont les seuls à ne pas convenir. Il est temps qu'un radical revienne rue de Grenelle.

C'est le grand problème que doit aujourd'hui résoudre le parti radical.

Il n'y parviendra pas aussi longtemps que Jean-Jacques Servan-Schreiber emmènera ses cohortes dans un cul de sac.

Quelles sont les politiques possibles pour le parti radical ?

S'il se maintient dans l'opposition il lui faudra choisir sa place. Une mais pas deux à la fois. Ou bien il se dirigera vers l'alliance avec les centristes, ou bien il optera pour le rapprochement avec les socialistes avec, en prolongement, une place dans la remorque avec les communistes.

Il peut, sur le plan local, pratiquer des alliances subtiles et contradictoires. Il peut, élu du matin

par une majorité de gauche, faire l'après-midi une politique du centre ou de la droite.

Il ne le peut pas sur le plan national. Car, à cet égard, il ne peut être que dans l'opposition ou dans la majorité gouvernementale.

S'il rejoint, et cela se précise en dépit des apparences, M. Mitterrand qui est un homme subtil et qui a mis dans sa poche des athlètes plus fortement constitués que Jean-Jacques Servan-Schreiber, il sera le complément d'une alliance d'un groupe où les communistes s'effaceront au départ devant les socialistes pour mieux les dominer. Il faudra avaler de grosses couleuvres, admettre bien des choses et si, par malheur, ce groupe arrivait à constituer une équipe gouvernementale acceptée par M. Pompidou, on ne voit pas comment cette majorité hétéroclite pourrait gouverner longtemps sans risquer de se dissoudre. S'il y avait des élections présidentielles prématurées, il n'est pas certain qu'elle l'emporte. Et si cela se produisait, on voit mal comment une équipe Servan-Schreiber - Mitterrand - Savary - Marchais parviendrait à éviter une situation qui met la Pologne, la Tchécoslovaquie et les autres pays de l'Est en état de répulsion permanente. Rappelons à ceux qui ne veulent pas le savoir que, dans les pourparlers entre communistes et socialistes français, la pierre d'achoppement est constituée par le refus catégorique du P.C. d'abandonner le pouvoir si la majorité du peuple le demandait (1).

On nous objectera qu'apparemment J.J.S.S. vise un autre objectif : la constitution d'un groupe de « réformateurs » dont le parti radical serait le pivot et le Centre un élément déterminant.

Le Centre ? Quel centre ?

Avec qui J.J.S.S., qui n'est pas la France à lui tout seul, va-t-il constituer son groupe de réformateurs ? Soleil rayonnant, il ne saurait admettre que des satellites. Il se trouve que chacun des dirigeants des groupes centristes se prend lui aussi pour un petit soleil et ne saurait graviter autour de quiconque.

Supposons les questions de personnes résolues, — et Dieu sait si elles ont leur importance — et que se forme une coalition des Centres (c'est ce que l'on peut espérer de mieux). Quelle politique mènerait-elle ?

Rien n'indique pour l'instant — tout indique le contraire — que les centristes de M. André Morice, de M. Camille Laurens, de M. Lecanuet, pour ne citer que ceux-là, éprouvent pour le programme « Entre Ciel et Terre » une admiration suffisante pour en avaler les insanités. Ils ne sont pas assez nombreux dans le pays pour gouverner tout seuls.

Vers qui se pencher ? Les socialistes ? M. Chandernagor qui les représente chez les Réformateurs, est un homme très sympathique mais il n'a pas l'oreille de son parti. Les centristes inspirés par M. Pleven et M. Duhamel ? Ils sont au gouvernement et ne s'en plaignent pas. Les indépendants de M. Giscard d'Estaing et de M. Marcellin ? Soyons sérieux.

À droite comme à gauche, J.J.S.S. mène son monde au pas cadencé vers l'impasse.

Faut-il admettre, dès lors, que les radicaux n'ont plus qu'à se pendre au meilleur endroit de la poutre maîtresse de la place de Valois ? Bien sûr que non. Il existe une solution rationnelle qui suffira d'elle-même. Elle implique la mise à l'écart de J.J.S.S., mais celle-ci est, de toute façon, inéluctable.

(1) La position a été confirmée par Georges Marchais au 24^{me} congrès du P.C. de l'URSS. Le chef du parti communiste français y a déclaré que le P.C. n'admettait qu'un pouvoir prolétarien basé sur la lutte des classes. Il n'y a qu'à tirer l'échelle. Tout pourparler d'unité d'action avec le P.C. ne peut reposer que sur une conception totalitaire, antidémocratique, en un mot antirépublicaine.

VI. - 1971 n'est pas 1968 Pompidou n'est pas de Gaulle

ARRIVE sur les décombres d'un régime présidentiel dont il fut l'un des premiers ministres et dans tous les cas celui qui le fut le plus longtemps, M. Georges Pompidou fut accueilli avec réserve par l'opposition.

Les intransigeants continuent à faire leur la formule électorale du P.C. (qui servit d'ailleurs à faire élire M. Pompidou). Bonnet blanc et blanc bonnet. Pompidou, c'est De Gaulle, point final.

D'autres ont suivi M. Poher qui, dès la première minute constatant les résultats du scrutin dont personne ne dit qu'il fut truqué, est resté au poste où la Constitution l'a placé. Certains ont noté l'entrée dans l'équipe gouvernementale de « tombeurs » du Général, tels M. Giscard d'Estaing qui refusa sa confiance au référendum de 1969, ou de MM. Duhamel et Schumann qui se proclament Européens et n'ont pas cessé de l'être.

Il y a aussi ceux qui s'interrogent, notent ce qui tranche avec la politique gaulliste et ce qui la perpétue. Il n'y a plus de procès de lèse majesté alors qu'au temps du Général, les inculpations d'offenses au chef de l'Etat tombaient comme les obus à Verdun. Il n'y a plus d'exécutions capitales. Les prisons politiques s'entrouvent au printemps et se vident à Noël. La participation entre dans la pratique, ce qui n'enchantait d'ailleurs pas les usagers.

C'est dans le domaine de la politique étrangère que les critiques sont les plus âpres. Ce sont aussi celles qui portent le moins. Tout le monde sait que la politique

étrangère n'intéresse qu'une infime minorité de spécialistes et que l'augmentation du prix des allumettes met en mouvement beaucoup plus de gens que la signature d'un traité avec une puissance étrangère, même si les incidences ne sont pas comparables.

Le premier ministre de la Présidence Pompidou est un homme aimable, courtois. Il a la manière. C'est un radical de toujours qui n'est plus au parti radical parce que celui-ci n'est plus un parti de gouvernement. C'est tout simple.

C'est tellement simple que dans les formations politiques qui n'envisagent pas un bouleversement irréversible de la société française, on commence à se demander quelles sont la valeur et la portée de l'opposition.

Celle-ci ayant fort peu de chances d'exercer le pouvoir d'ici longtemps, et si elle y parvient, de le garder, on entend çà et là surgir la question fondamentale « Comment peut-on valablement influencer sur le régime ? Du dehors ou du dedans ? ».

Ne concluons pas ironiquement à une soif immodérée de maroquins ministériels. Regardons plutôt les choses de près.

L'opposition est divisée et ne va pas de sitôt cesser de l'être. Si la gauche non communiste atteint son unité, il lui restera à se déterminer entre les communistes et le centre. Qui s'allie avec l'un exclut l'autre. La division de l'opposition continue dès lors, c'est l'évidence.

Si la fraction modérée de l'opposition recherche le contact avec la

fraction modérée aujourd'hui au pouvoir, la situation change.

Elle change tellement que les « durs » de l'U.D.R., les gaullistes nostalgiques, refusent énergiquement cette perspective. Ils ne tiennent absolument pas à ce que la majorité s'élargisse.

Cela signifierait pour eux l'abandon de positions privilégiées, la perte de l'influence qu'ils exercent sur les positions gouvernementales, la limitation du conservatisme dont ils sont les défenseurs et l'enterrement un peu plus définitif de la grande présence qui s'estompe et qui s'enfonce chaque jour un peu plus sous la terre de Colombey-les-deux-Eglises.

Le retour à un équilibre politique, plus nécessaire aujourd'hui qu'hier, faciliterait certainement les efforts de l'Élysée pour se dégager d'un héritage dont on sait bien qu'il est une faillite, si on ne tient pas à le dire.

Cela permettrait de remettre la France dans une situation plus conforme à la réalité. Il y a loin de la France « fara da sè » du Général De Gaulle à la veille de mai 1968, à celle de M. Pompidou présentant ses vœux à la nation pour 1971 et convenant que nous ne sommes ni les plus riches ni les plus forts.

Dans une situation politique ainsi transformée sur le plan intérieur, le parti radical cesse d'être un otage du P.C. ou un élément controversé du rapprochement centriste. Il devient un pôle d'attraction. Il est un parti gouvernemental en devenir, proposant ses solutions et apte à les faire adopter.

C'est une perspective à laquelle pense plus d'un esprit réfléchi, que l'opposition pour l'opposition ne séduit pas. C'est déjà celle qu'a choisie un radical qui estime que son heure viendra : Bourghès-Maunauray. C'est une éventualité que n'écartait pas à priori Félix Gaillard. Beaucoup y pensent, si peu en parlent. Sinon en privé et parce que les succès de demain se préparent dès maintenant.

Les élections législatives de 1973 vont donner lieu à de curieux rapprochements. Celui dont on ne parle pas aujourd'hui mais qui peut se réaliser demain est celui de M. Mitterrand, porte-parole de la gauche non communiste, et de Jean-Jacques Servan-Schreiber, délégué du centre. Il mène à Prague.

La route qui conduit à l'Hôtel Matignon dans le respect des libertés républicaines passe ailleurs. Le parti radical saura-t-il la prendre ?

Guy VINATREL

Le Directeur de la publication : G. DEPOLLIER

“ L’inventaire, qui est un compte de choses, nous met en face de vérités qui ne sont pas toutes agréables, et qui nous enlèvent le recours aux arguments, qui fait le bonheur des esprits faibles. ”

ALAIN

(Minerve ou De la Sagesse

III. Le fait porte les pensées)
